



IDEX et « Université cible » de la région lyonnaise contre les personnels

Depuis la sortie du document intitulé « **Les principes incontournables de l'Université-cible** », les annonces faites, y compris la récente « **feuille de route** », montrent que les « porteurs du projet » IDEX au sein de la COMUE n'entendent rien changer aux objectifs poursuivis dès le début du projet : il s'agit d'opérer la fusion de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur et de recherche à l'échelle lyonnaise. À preuve la réponse écrite faite par le président de Lyon 1 à la 20 décembre à une délégation au CA de cette université : « **L'objectif final demeure, à savoir l'intégration de l'ensemble des établissements du site dans un établissement unique.** » Il s'agit donc de faire disparaître l'ensemble des établissements existants, dont l'UJM, à plus ou moins brève échéance, par « étapes » ou *via* des « expérimentations » en passe d'être permises par la loi.

Rappelons que la mise en œuvre des « principes incontournables » aboutirait aussi à :

- ▶ **la mise en cause des statuts nationaux** des personnels fonctionnaires d'État, BIATSS comme enseignants, le développement de la contractualisation et de la précarité ;
- ▶ **la mise en place d'un établissement à plusieurs vitesses**, profondément et volontairement inégalitaire, encourageant la concurrence interne, avec délivrance de diplômes d'établissement ;
- ▶ **l'extension du principe de la sélection** à tous les niveaux d'enseignement et dans toutes les filières. En ceci il est le **complément logique du projet de loi Vidal (ou « ORE », orientation et réussite des étudiants) et du projet lié de réforme du baccalauréat Blanquer/Mathiot**, qui ont pour effet de faire disparaître la licence et le baccalauréat comme diplômes nationaux qualifiants et grades universitaires.

Face à cette attaque, les personnels résistent :

- à **Saint-Étienne**, le comité technique de l'UJM du 4 décembre, par un vote unanime (moins une abstention), a renouvelé son opposition à la disparition de l'UJM en tant qu'Université de plein droit, disposant donc de la personnalité morale et a demandé « la suspension de l>IDEX et le retrait du projet d'"Université-cible" » ;
- à **Lyon III** le comité technique du 20 novembre « rejette en bloc le document *Les principes incontournables de l'Université-cible* et refuse de discuter sur la base de ces principes » ;
- à **Lyon I** une assemblée générale des personnels très nombreuse a déclaré le 6 février « rejeter le projet d'université-cible et les principes et valeurs explicités dans le document intitulé *Principes incontournables de l'Université-cible* » et en conséquence « rejeter également *la Feuille de route concernant l'université cible* » et a demandé « l'abandon du projet d'université cible et de toute fusion ».

Nous appelons tous les personnels à se réunir, à s'informer, à prendre position, avec leurs organisations syndicales, dans et hors des instances, pour demander :

- **l'arrêt de l>IDEX,**
- **l'abandon du projet d' « Université cible »,**

et à porter ces revendications lors de toutes les mobilisations pour préserver la fonction publique et ses missions, en particulier lors de la **grève de toute la fonction publique le 22 mars.**